



## Emploi, salaires, conditions de travail C'est toujours le salarié qui doit payer

Les banques ne font pas leur travail de financement de l'économie



### Imposer d'autres solutions

**Pourtant, les annonces de suppressions d'emploi et d'austérité salariale ne suffisent pas à rassurer les marchés** qui perçoivent les effets négatifs sur le financement de l'économie que ces mesures risquent d'entraîner. La possibilité de taux de profit à la hauteur de l'appétit des marchés n'est pas au rendez-vous. Les marchés veulent la rigueur et la relance. C'est impossible ! Il faut choisir !

**La solution c'est l'amaigrissement des marchés financiers**, l'austérité pour les détenteurs du capital qui se sont goinfrés avec des taux de 10 à 20 % pendant des années.

**Dégager d'autres solutions en redonnant le pouvoir à la puissance publique** de création de la monnaie, en refusant de rembourser la partie illégitime de la dette après un audit public est indispensable.

La maîtrise publique des banques est un des outils en ce sens avec la création d'un pôle public financier et une nouvelle réglementation des activités financières, des banques en réhabilitant leur « cœur de métier ».

**500 milliards de liquidités ont été débloqués par la BCE !**

Les banques ont pris ces milliards pour les replacer aussitôt sur leur compte. C'est scandaleux. L'enjeu c'est d'utiliser ces fonds pour développer le crédit, aider les entreprises, maintenir et créer des emplois.

Il est temps d'imposer d'autres solutions !

Les 4 grosses suppriment plus de 2000 emplois notamment dans des activités de financement en dollars. L'immobilier, la construction navale, l'aéronautique, la filière pétrole peuvent pâtir de cette situation.

**C'est le cas avec le dossier Pétroplus !**

*Il faudrait soutenir des politiques industrielles, les emplois ... les financer ! Il faudra l'imposer. Car les marchés financiers ne seront jamais satisfaits ! Il leur faudra toujours plus !*

### Les annonces de suppressions d'emplois se multiplient.

BNP Paribas veut supprimer des emplois dans les activités de crédit à la consommation (Cofinoga, Cetelem) suivi par le Crédit Agricole et sa filiale Sofinco. Il y a partout une volonté de supprimer les agents d'accueil, de développer les automates dans les agences, de refondre les filières PME et entreprises, de réorganiser avec des réductions d'emploi l'activité dite « grand public », d'alléger les salariés dits « administratifs » ... des milliers d'emplois dont personne ne parle. Et qui s'ajoutent aux 2000 emplois que BNPP, Crédit Agricole, Natixis et Société Générale suppriment dans la BFI.

### L'austérité salariale devient la norme

Alors que l'inflation progresse, les augmentations générales sont en baisse : 1% à HSBC, 0,6% à BNPP, 0% à la SG, à LCL, au CDN ... Ce sont des baisses de pouvoir d'achat importantes qui sont ainsi programmées qui se cumulent avec les mesures des plans de rigueur.

**Et pourtant, les banques font des milliards de résultats. 10,7 milliard au 1<sup>er</sup> semestre 2011 pour les 4 premiers groupes. Et ça va continuer en 2012.**

### Les conditions de travail se dégradent encore

Les directions dégraissent les effectifs dans les réseaux et services administratifs qui leurs sont rattachés. La course à la baisse du coefficient d'exploitation suppose une pression de tous les instants, l'augmentation du stress avec la remontée des résultats etc ... Moins d'effectif et plus de pression commerciale sont le lot commun dans la banque de réseau. Et il y a eu des suicides de collègues !

### Les clients continuent d'être pressés comme des citrons

Les clients sont victimes des politiques commerciales. La pression commerciale est ressentie au rythme des « temps forts », et des « campagnes ». Il en résulte le développement de tensions entre les salariés et les clients alors que, tous victimes de décision de gestion contestables, nous ferions mieux de faire front commun en exigeant le retour des banques à leur vrai métier de conseils financiers, de financement et non pas de marchands de soupe.